

N°378
NOVEMBRE
2021

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

LE MARCHÉ DE LA DETTE D'ÉTAT CONTINUE DE SATISFAIRE LES INVESTISSEURS EN 2021

La satisfaction des investisseurs quant au fonctionnement du marché de la dette française demeure très forte. C'est ce qui ressort de la dix-neuvième enquête en ligne auprès des clients des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) réalisée du 6 septembre 2021 au 24 septembre 2021 par le cabinet d'études indépendant IEM Finance. Cette enquête annuelle porte sur la qualité de la relation commerciale et des services apportés par les SVT à leurs clients, ainsi que sur le fonctionnement du marché de la dette française. En 2021, 197 investisseurs ont répondu au questionnaire, représentant un total de 136 institutions, la plupart des grands gestionnaires d'actifs, assureurs et institutions publiques, intervenant sur le marché de la dette française.

Sur l'ensemble des investisseurs, la satisfaction est globalement stable sur trois ans : 98,3 % se déclarent « très satisfaits » ou « satisfaits » en 2021, contre respectivement 98,9 % en 2020 et 97,1 % en 2019.

La liquidité et la transparence restent des critères primordiaux pour les investisseurs. Ils sont 89,4 % à juger la liquidité « très importante » et 72,5 % à porter le même jugement sur la transparence, soit une hausse significative de 4,4 points de pourcentage par rapport à l'année dernière et le plus haut niveau jamais constaté. On note également en 2021 une hausse continue de l'importance attachée à la prévisibilité, considérée comme « très importante » par 52,7 % des investisseurs.

Concernant plus particulièrement la liquidité des titres français, celle-ci continue d'être très appréciée par les investisseurs : sur les OAT nominales, quasiment tous continuent d'exprimer leur satisfaction à un niveau identique à celui constaté en 2020 (98,9 % en 2021 contre 98,3 % de « très satisfaits » ou « satisfaits » en 2020). Sur les BTF, 92,5 % sont « très satisfaits » ou « satisfaits » en 2021, contre 94,6 % l'année dernière. La satisfaction des investisseurs concernant les titres indexés sur l'inflation a, quant à elle, significativement augmenté en 2021 : 79,5 % des investisseurs se déclarent « très satisfaits » ou « satisfaits », contre 70,5 % en 2020 et 63 % en 2019. Ceci corrobore la bonne dynamique observée sur le marché des obligations indexées à l'inflation depuis la fin du premier trimestre 2021.

Le sondage présente un classement sur le marché des valeurs du Trésor français

Sur le marché des valeurs du Trésor français, le classement des cinq SVT les plus fréquemment cités par les investisseurs ayant répondu au sondage comme étant leur principal partenaire est le suivant :

| 2021 | |
|------|---------------------|
| 1 | BNP Paribas |
| 2 | J.P. Morgan |
| 3 | Crédit Agricole CIB |
| 4 | Société Générale |
| 5 | Deutsche Bank |

Les investisseurs apprécient cette année encore à une très large majorité la flexibilité de l'AFT dans le choix des titres à émettre, avec la réouverture d'anciennes lignes (« off-the-run ») aux adjudications (95 % contre 93,2 % de « très satisfaits » ou « plutôt satisfaits » en 2020).

Enfin, l'enquête sonde l'appréciation que portent les investisseurs sur les OAT vertes : la part des investisseurs qui ont déjà acheté une OAT verte continue d'augmenter de manière très significative après le lancement en mars 2021 de la nouvelle OAT verte 0,50 % 25 juin 2044, passant de 45,8 % en 2020 à 61,7 % en 2021. Près des trois quarts des investisseurs déclarent l'avoir achetée pour son caractère vert (moins de deux tiers en 2020), ce qui confirme non seulement l'intérêt des investisseurs ESG¹ pour les OAT vertes mais aussi les qualités techniques des OAT vertes qui sont semblables à celles des autres OAT.

¹ Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance

Apparemment condamnées à maintenir les taux au plus bas après des années marquées par une inflation inférieure à leur objectif, incapables de convaincre les marchés financiers de leur capacité à porter celle-ci au niveau souhaité et bousculées par un nouveau choc économique négatif de grande ampleur provoqué par la pandémie de Covid-19, la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE) ont chacune revu leur stratégie ces douze derniers mois. Toutes deux ont officiellement relevé leur objectif d'inflation, la Fed en adoptant un objectif d'inflation moyenne et la BCE en adoptant un objectif d'inflation symétrique de 2 %, et se sont engagées à faire preuve d'encore plus de patience et de persévérance dans l'espoir de voir augmenter les anticipations d'inflation du marché. Les rendements nominaux restant bas sous l'effet de cette politique volontariste, une hausse des anticipations d'inflation devait influencer à la baisse sur les rendements réels et ainsi stimuler davantage l'économie.

Mais les banques centrales ont soudain vu la situation évoluer d'elle-même. En octobre 2021, les États-Unis et la zone euro affichaient des taux d'inflation inégalés depuis plusieurs décennies. Aux États-Unis, la hausse de l'indice des prix à la consommation a atteint 6,1 % en glissement annuel, soit son niveau le plus élevé depuis 1982. Dans la zone euro, celle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) s'est établie à 4,1 % en glissement annuel, un record depuis l'introduction de l'euro en 1999. L'inflation totale a en outre entraîné dans sa hausse les anticipations d'inflation du marché, et bien que les marchés anticipent une hausse des taux directeurs, les rendements réels ont encore diminué.

Faut-il en conclure que les banques centrales en ont fait assez ? La question reste pour l'heure ouverte. La hausse des prix de l'énergie explique la moitié du dépassement de l'objectif d'inflation réalisée aux États-Unis et la quasi-totalité dans la zone euro. En principe, ce type de fluctuation disparaît totalement de la comparaison annuelle au bout de douze mois. L'inflation sous-jacente s'établit à 4,1 % aux États-Unis et à 2,1 % dans la zone euro. Aux États-Unis, le reste du dépassement est dû au prix des biens. Étant donné que la majeure partie des biens fait l'objet d'échanges mondiaux, l'écart important observé au niveau de l'inflation des biens industriels hors énergie pourrait ne pas persister. L'inflation sous-jacente du prix des services vient seulement de retrouver son niveau antérieur à la pandémie aux États-Unis, ce qui n'est pas encore le cas dans la zone euro.

Sommes-nous alors face à des phénomènes transitoires dont la Fed et la BCE peuvent faire abstraction même si l'inflation augmente encore et reste forte plus longtemps que prévu actuellement ? Selon nous, la situation des États-Unis et celle de la zone euro sont fort différentes. Aux États-Unis, il existe des signes évidents de tension sur le marché du travail. Malgré un chômage plus élevé et un taux d'activité plus faible qu'avant la pandémie, la croissance des salaires s'accélère et beaucoup de travailleurs changent volontairement d'emploi. L'augmentation des salaires contribue à contrebalancer l'effet de freinage induit par l'augmentation des prix. De plus en plus de signaux laissent penser que les hausses de prix ne s'expliquent pas seulement par une évolution des prix relatifs due à la pandémie mais sont aussi imputables à une forte demande globale. Aux États-Unis, la consommation privée n'est déjà pas loin d'avoir retrouvé sa trajectoire antérieure à la crise grâce à l'épargne importante accumulée par les ménages sous l'effet de la hausse des aides et des prestations de chômage. L'économie est en surchauffe, ce qui autorise la Fed à réduire son soutien. Il est même possible que les anticipations de taux du marché soient trop faibles ou de trop faible ampleur.

À l'inverse, dans la zone euro, l'économie est encore loin de sa trajectoire antérieure à la crise, alors qu'elle profite de la demande extérieure. Malgré une économie moins vigoureuse, le soutien budgétaire a été inférieur de près de 10 points de pourcentage à celui mis en oeuvre aux États-Unis, le déficit budgétaire de la zone s'étant établi à environ 7 % du PIB en 2020 et 2021. En dépit de l'accélération de l'inflation, les indicateurs de croissance des salaires continuent de régresser, ce qui se traduit par une baisse du revenu disponible des ménages. Les consommateurs de la zone euro ont eux aussi épargné, mais cette hausse de l'épargne est due à une diminution des dépenses et non à une augmentation des revenus. Elle concerne donc moins les ménages pauvres, qui ont la plus forte propension à consommer.

Comment la BCE devrait-elle réagir ? D'après notre analyse, il est clair que l'inflation observée dans la zone euro traduit beaucoup plus une insuffisance de l'offre qu'une hausse de la demande globale. Ceux des banquiers centraux qui voient dans l'objectif de stabilité des prix l'expression d'une mission implicite de maximisation du bien-être économique devraient faire abstraction de cette poussée inflationniste et continuer de soutenir la demande pour faciliter la poursuite du redressement de l'offre. La hausse des anticipations d'inflation ou la croissance des salaires seraient alors des signaux positifs. A contrario, les banquiers centraux dits « ordolibéraux » interpréteraient ces signaux comme des avertissements. Si l'on considère la stabilité des prix comme un objectif en soi, il peut être justifié d'augmenter les taux d'intérêt pour ancrer les anticipations et limiter la volatilité des prix. Qu'ils soient ordolibéraux ou partisans de la maximisation du bien-être, les banquiers centraux ont tous pour objectif de stabiliser les prix à moyen terme. Toutefois, alors que les premiers aspirent à ce que le point d'équilibre entre demande et offre se fixe à un niveau plus élevé, au risque d'un désancrage de l'inflation vers le haut, les deuxièmes permettent qu'il s'établisse à un niveau plus faible, quitte à voir s'installer une stagnation séculaire.

La déclaration relative à la stratégie de politique monétaire de la BCE n'a pas été rédigée dans la perspective d'un scénario de choc d'offre important et persistant. Selon nous, elle est, dans l'esprit, favorable à ce que l'économie fonctionne au maximum de ses capacités. Le Conseil des gouverneurs s'est engagé à prendre des mesures de politique monétaire « particulièrement vigoureuses ou ancrées dans la durée » lorsque les taux sont proches de leur niveau plancher (ce qui est incontestablement le cas des taux de la BCE) et a reconnu que cela pourrait se traduire par une période d'inflation « légèrement au-dessus de l'objectif ». Ses prochaines réunions montreront si la BCE respecte son engagement de vigueur et de persévérance ou si les membres du Conseil les plus conservateurs, dont le traditionnel scepticisme à l'égard d'une politique monétaire interventionniste est exacerbé par le regain d'inflation post-pandémique, parviendront à s'imposer et à contraindre la banque centrale à réduire puis à cesser sa politique de rachat d'actifs.

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

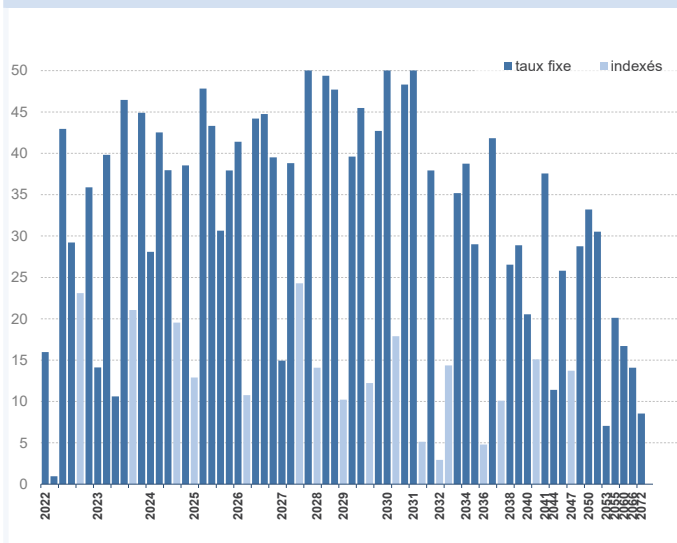
| | | Court terme | | | | Moyen terme | Long terme | Indexés |
|---------------|---------------------|-------------|----|----|----|-------------|------------|---------|
| Décembre 2021 | date d'adjudication | 6 | 13 | 20 | 27 | / | 2 | / |
| | date de règlement | 8 | 15 | 22 | 29 | / | 6 | / |
| Janvier 2022 | date d'adjudication | 3 | 10 | 17 | 24 | 31 | 20 | 6 |
| | date de règlement | 5 | 12 | 19 | 26 | 2 fev. 2022 | 24 | 10 |

adjudications optionnelles

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 OCTOBRE 2021

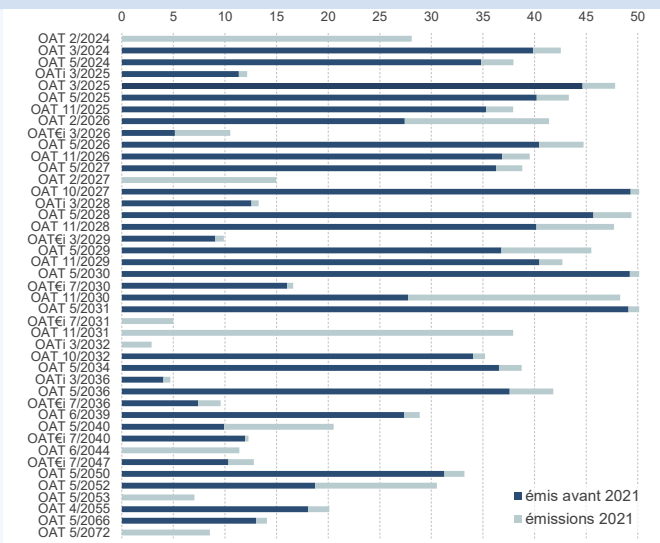
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 OCTOBRE 2021

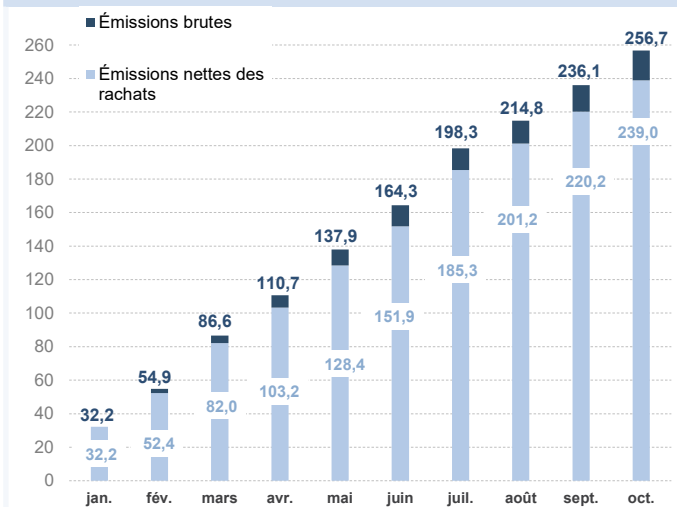
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 OCTOBRE 2021

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 OCTOBRE 2021

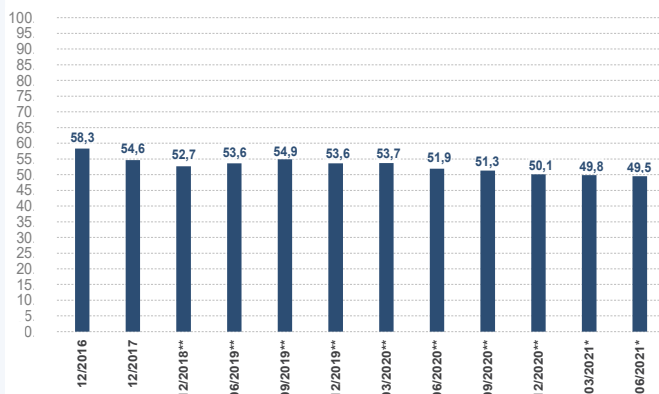
EN MILLIARDS D'EUROS

| Mois | Intérêts | Amortissements |
|---------|----------|----------------|
| nov-21 | 1,5 | |
| déc-21 | | |
| janv-22 | | |
| févr-22 | | 15,7 |
| mars-22 | 0,1 | |
| avr-22 | 10,5 | 43,9 |
| mai-22 | 8,8 | 29,2 |
| juin-22 | 0,6 | |
| juil-22 | 2,5 | 23,6 |
| août-22 | | |
| sept-22 | | |
| oct-22 | 9,1 | 35,7 |

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2021

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



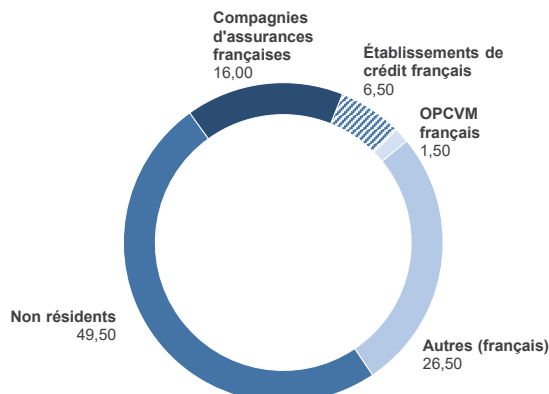
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2021

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 OCTOBRE 2021

EN EUROS

| | |
|------------------------------------------------|---------------------------|
| Total dette à moyen terme et long terme | 1 966 272 578 934 |
| Encours démembré | 58 580 580 500 |
| Durée de vie moyenne | 9 ans et 60 jours |
| Total dette à court terme | 164 860 000 000 |
| Durée de vie moyenne | 122 jours |
| Encours total | 2 131 132 578 934 |
| Durée de vie moyenne | 8 ans et 176 jours |

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 31 OCTOBRE 2021

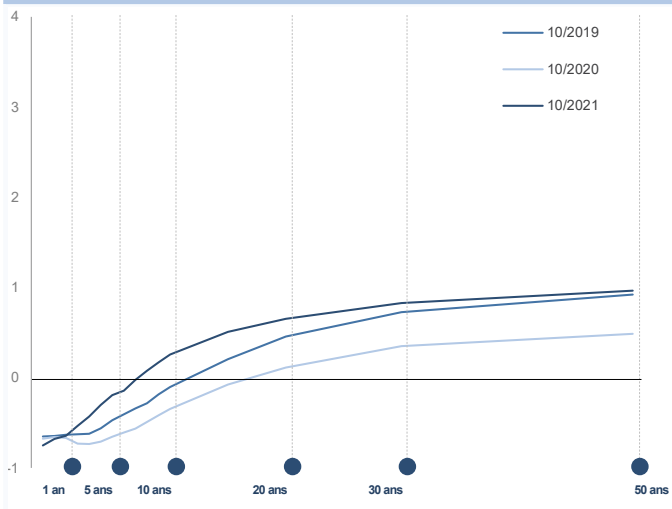
EN MILLIARDS D'EUROS

| | Fin 2018 | Fin 2019 | Fin 2020 | Fin sept 2021 | Fin oct 2021 |
|----------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| Encours de la dette négociable | 1 756 | 1 823 | 2 001 | 2 148 | 2 131 |
| <i>dont titres indexés</i> | 220 | 226 | 220 | 229 | 232 |
| Moyen et Long Terme | 1 644 | 1 716 | 1 839 | 1 983 | 1 966 |
| Court Terme | 113 | 107 | 162 | 164 | 165 |
| Durée de vie moyenne de la dette négociable | | | | | |
| | 7 ans | 8 ans | 8 ans | 8 ans | 8 ans |
| | 336 jours | 63 jours | 73 jours | 138 jours | 176 jours |

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

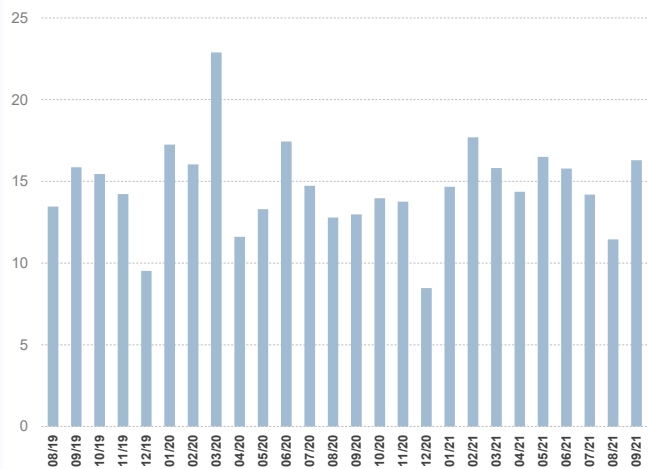
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

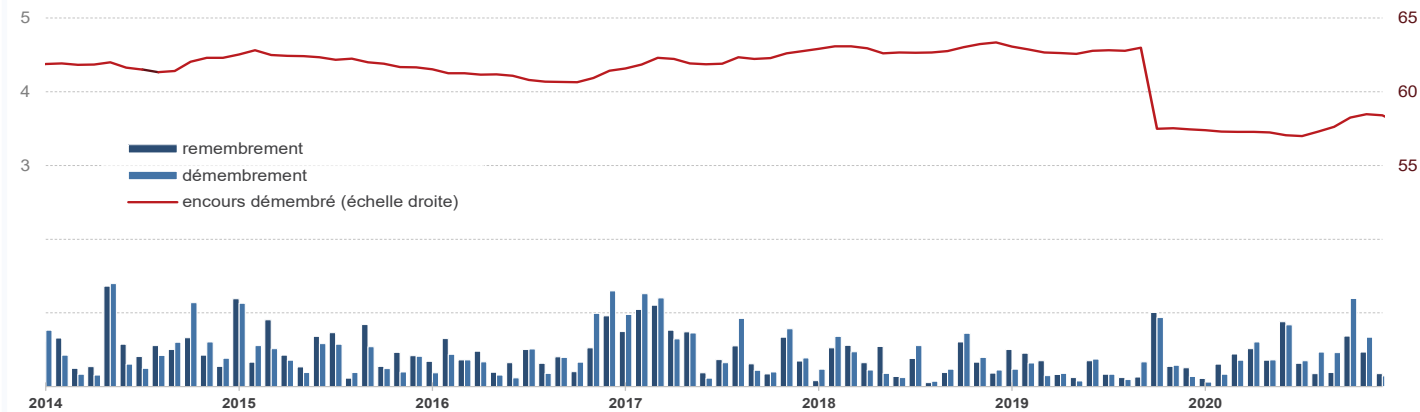
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

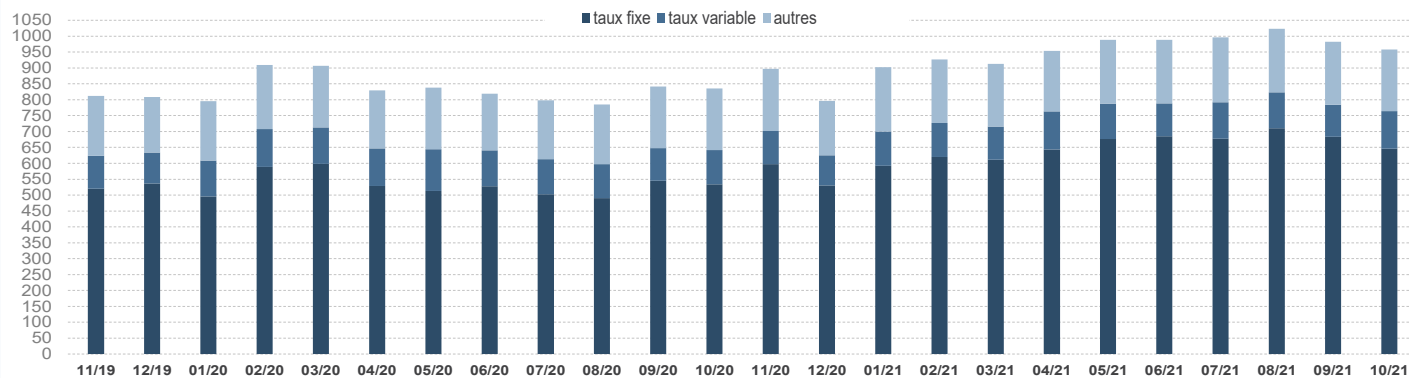
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 31 OCTOBRE 2021

| Code ISIN | Échéance | Encours (€) |
|--------------|----------------------|----------------|
| FR0126461690 | BTF 4 novembre 2021 | 8 605 000 000 |
| FR0126893496 | BTF 10 novembre 2021 | 5 102 000 000 |
| FR0126750779 | BTF 17 novembre 2021 | 7 676 000 000 |
| FR0126893504 | BTF 24 novembre 2021 | 4 985 000 000 |
| FR0126461708 | BTF 1 décembre 2021 | 4 874 000 000 |
| FR0126893512 | BTF 8 décembre 2021 | 9 114 000 000 |
| FR0126461815 | BTF 15 décembre 2021 | 12 046 000 000 |
| FR0126893520 | BTF 5 janvier 2022 | 9 811 000 000 |
| FR0126893538 | BTF 12 janvier 2022 | 5 589 000 000 |
| FR0126893603 | BTF 19 janvier 2022 | 6 550 000 000 |
| FR0126461823 | BTF 26 janvier 2022 | 7 193 000 000 |
| FR0126893546 | BTF 9 février 2022 | 7 771 000 000 |
| FR0126461831 | BTF 23 février 2022 | 7 126 000 000 |
| FR0126893595 | BTF 9 mars 2022 | 8 201 000 000 |
| FR0126461849 | BTF 23 mars 2022 | 8 522 000 000 |
| FR0126893660 | BTF 6 avril 2022 | 2 191 000 000 |
| FR0126750787 | BTF 21 avril 2022 | 8 328 000 000 |
| FR0126750795 | BTF 18 mai 2022 | 9 057 000 000 |
| FR0126750803 | BTF 15 juin 2022 | 6 988 000 000 |
| FR0126893561 | BTF 13 juillet 2022 | 6 455 000 000 |
| FR0126893579 | BTF 10 août 2022 | 6 390 000 000 |
| FR0126893587 | BTF 7 septembre 2022 | 7 122 000 000 |
| FR0126893694 | BTF 5 octobre 2022 | 5 164 000 000 |

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2022 - 2024) AU 31 OCTOBRE 2021

| Code ISIN | Libellé | Encours (€) | Coeff. ind. | Encours nomi. (€) | Démembrés (€) | CAC* |
|----------------------|------------------------------|------------------------|-------------|-------------------|---------------|------|
| Échéance 2022 | | 148 099 405 530 | | | | |
| FR0013398583 | OAT 0,00 % 25 février 2022 | 15 987 000 000 | | | 0 | x |
| FR0000571044 | OAT 8,25 % 25 avril 2022 | 960 939 990 | | | 0 | |
| FR0011196856 | OAT 3,00 % 25 avril 2022 | 42 948 000 000 | | | 79 509 300 | |
| FR0013219177 | OAT 0,00 % 25 mai 2022 | 29 214 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010899765 | OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022 | 23 112 465 540 (1) | 1,16418 | 19 853 000 000 | 0 | |
| FR0011337880 | OAT 2,25 % 25 octobre 2022 | 35 877 000 000 | | | 0 | |
| Échéance 2023 | | 176 959 646 463 | | | | |
| FR0013479102 | OAT 0,00 % 25 février 2023 | 14 120 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013283686 | OAT 0,00 % 25 mars 2023 | 39 815 000 000 | | | 0 | x |
| FR0000571085 | OAT 8,50 % 25 avril 2023 | 10 606 195 903 | | | 5 324 365 200 | |
| FR0011486067 | OAT 1,75 % 25 mai 2023 | 46 448 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010585901 | OATi 2,10 % 25 juillet 2023 | 21 052 450 560 (1) | 1,16647 | 18 048 000 000 | 0 | |
| FR0010466938 | OAT 4,25 % 25 octobre 2023 | 44 918 000 000 | | | 453 985 000 | |
| Échéance 2024 | | 166 649 293 800 | | | | |
| FR0014001N46 | OAT 0,00 % 25 février 2024 | 28 097 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013344751 | OAT 0,00 % 25 mars 2024 | 42 533 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011619436 | OAT 2,25 % 25 mai 2024 | 37 948 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011427848 | OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024 | 19 535 293 800 (1) | 1,09020 | 17 919 000 000 | 0 | x |
| FR0011962398 | OAT 1,75 % 25 novembre 2024 | 38 536 000 000 | | | 42 000 000 | x |

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2025 ET PLUS) AU 31 OCTOBRE 2021

| Code ISIN | Libellé | Encours (€) | Coeff. ind. | Encours nomi. (€) | Démembrés (€) | CAC* |
|-------------------------------|------------------------------|------------------------|-------------|-------------------|----------------|------|
| Échéance 2025 | | 172 626 413 858 | | | | |
| FR0012558310 | OATi 0,10 % 1 mars 2025 | 12 905 485 740 (1) | 1,06323 | 12 138 000 000 | 0 | x |
| FR0013415627 | OAT 0,00 % 25 mars 2025 | 47 814 000 000 | | | 0 | x |
| FR0012517027 | OAT 0,50 % 25 mai 2025 | 43 331 000 000 | | | 0 | x |
| FR0000571150 | OAT 6,00 % 25 octobre 2025 | 30 653 928 118 | | | 2 814 064 400 | |
| FR0012938116 | OAT 1,00 % 25 novembre 2025 | 37 922 000 000 | | | 0 | x |
| Échéance 2026 | | 180 627 961 200 | | | | |
| FR0013508470 | OAT 0,00 % 25 février 2026 | 41 396 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013519253 | OAT€i 0,10 % 1 mars 2026 | 10 759 961 200 (1) | 1,02281 | 10 520 000 000 | 0 | x |
| FR0010916924 | OAT 3,50 % 25 avril 2026 | 44 202 000 000 | | | 0 | |
| FR0013131877 | OAT 0,50 % 25 mai 2026 | 44 743 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013200813 | OAT 0,25 % 25 novembre 2026 | 39 527 000 000 | | | 0 | x |
| Échéance 2027 | | 129 726 021 600 | | | | |
| FR0014003513 | OAT 0,00 % 25 février 2027 | 14 949 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013250560 | OAT 1,00 % 25 mai 2027 | 38 814 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011008705 | OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027 | 24 276 021 600 (1) | 1,14726 | 21 160 000 000 | 0 | |
| FR0011317783 | OAT 2,75 % 25 octobre 2027 | 51 687 000 000 | | | 62 743 600 | |
| Échéance 2028 | | 111 219 279 157 | | | | |
| FR0013238268 | OATi 0,10 % 1 mars 2028 | 14 090 881 500 (1) | 1,06146 | 13 275 000 000 | 0 | x |
| FR0000571226 | OAT zéro coupon 28 mars 2028 | 31 397 657 (2) | | 46 232 603 | – | |
| FR0013286192 | OAT 0,75 % 25 mai 2028 | 49 380 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013341682 | OAT 0,75 % 25 novembre 2028 | 47 717 000 000 | | | 0 | x |
| Échéance 2029 | | 150 247 009 456 | | | | |
| FR0013410552 | OAT€i 0,10 % 1 mars 2029 | 10 222 908 210 (1) | 1,03293 | 9 897 000 000 | 0 | x |
| FR0000571218 | OAT 5,50 % 25 avril 2029 | 39 618 880 458 | | | 2 274 946 100 | |
| FR0013407236 | OAT 0,50 % 25 mai 2029 | 45 491 000 000 | | | 0 | x |
| FR0000186413 | OATi 3,40 % 25 juillet 2029 | 12 214 220 788 (1) | 1,32978 | 9 185 144 000 | 0 | |
| FR0013451507 | OAT 0,00 % 25 novembre 2029 | 42 700 000 000 | | | 0 | x |
| Échéance 2030 | | 118 377 910 600 | | | | |
| FR0011883966 | OAT 2,50 % 25 mai 2030 | 52 189 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011982776 | OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030 | 17 878 910 600 (1) | 1,07620 | 16 613 000 000 | 0 | x |
| FR0013516549 | OAT 0,00 % 25 novembre 2030 | 48 310 000 000 | | | 0 | x |
| Échéance 2031 | | 96 307 974 390 | | | | |
| FR0012993103 | OAT 1,50 % 25 mai 2031 | 53 267 000 000 | | | 58 900 000 | x |
| FR0014001N38 | OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031 | 5 122 974 390 (1) | 1,02439 | 5 001 000 000 | 0 | x |
| FR0014002WK3 | OAT 0,00 % 25 novembre 2031 | 37 918 000 000 | | | 0 | x |
| Échéances 2032 et plus | | 515 431 662 880 | | | | |
| FR0014003N51 | OATi 0,10 % 1 mars 2032 | 2 944 181 760 (1) | 1,02016 | 2 886 000 000 | 0 | x |
| FR0000188799 | OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032 | 14 351 425 920 (1) | 1,32687 | 10 816 000 000 | 0 | |
| FR0000187635 | OAT 5,75 % 25 octobre 2032 | 35 192 322 600 | | | 10 590 157 400 | |
| FR0013313582 | OAT 1,25 % 25 mai 2034 | 38 746 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010070060 | OAT 4,75 % 25 avril 2035 | 29 004 000 000 | | | 3 367 737 000 | |
| FR0013524014 | OATi 0,10 % 1 mars 2036 | 4 791 153 300 (1) | 1,01723 | 4 710 000 000 | 0 | x |
| FR0013154044 | OAT 1,25 % 25 mai 2036 | 41 823 000 000 | | | 100 000 | x |
| FR0013327491 | OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036 | 10 104 971 610 (1) | 1,05557 | 9 573 000 000 | 0 | x |
| FR0010371401 | OAT 4,00 % 25 octobre 2038 | 26 534 000 000 | | | 4 659 641 400 | |
| FR0013234333 | OAT 1,75 % 25 juin 2039 | 28 874 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013515806 | OAT 0,50 % 25 mai 2040 | 20 536 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010447367 | OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040 | 15 093 470 800 (1) | 1,22911 | 12 280 000 000 | 0 | |
| FR0010773192 | OAT 4,50 % 25 avril 2041 | 37 558 000 000 | | | 5 503 099 000 | |
| FR0014002JM6 | OAT 0,50 % 25 juin 2044 | 11 402 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011461037 | OAT 3,25 % 25 mai 2045 | 25 824 000 000 | | | 714 510 000 | x |
| FR0013209871 | OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047 | 13 709 136 890 (1) | 1,07111 | 12 799 000 000 | 0 | x |
| FR0013257524 | OAT 2,00 % 25 mai 2048 | 28 759 000 000 | | | 622 900 000 | x |
| FR0013404969 | OAT 1,50 % 25 mai 2050 | 33 195 000 000 | | | 179 900 000 | x |
| FR0013480613 | OAT 0,75 % 25 mai 2052 | 30 529 000 000 | | | 622 100 000 | x |
| FR0014004J31 | OAT 0,75 % 25 mai 2053 | 7 035 000 000 | | | 10 000 000 | x |
| FR0010171975 | OAT 4,00 % 25 avril 2055 | 20 118 000 000 | | | 11 124 918 000 | |
| FR0010870956 | OAT 4,00 % 25 avril 2060 | 16 696 000 000 | | | 8 833 404 100 | |
| FR0013154028 | OAT 1,75 % 25 mai 2066 | 14 075 000 000 | | | 1 211 200 000 | x |
| FR0014001NN8 | OAT 0,50 % 25 mai 2072 | 8 537 000 000 | | | 30 400 000 | x |

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

| | | |
|----------------------------------------------|----------|------------|
| Production industrielle, glissement annuel | 2,8 % | 09/2021 |
| Consommation des ménages*, glissement annuel | -5,0 % | 10/2021 |
| Taux de chômage (BIT) | 8,1 % | T3-2021 |
| Prix à la consommation, glissement annuel | | |
| • ensemble | 2,6 % | 10/2021 |
| • ensemble hors tabac | 2,6 % | 10/2021 |
| Solde commercial, fab-fab, cvs | -6,8 Md€ | 09/2021 |
| " " | -6,7 Md€ | 08/2021 |
| Solde des transactions courantes, cvs | -2,7 Md€ | 09/2021 |
| " " | -1,4 Md€ | 08/2021 |
| Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10) | 0,05 % | 30/11/2021 |
| Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor) | -0,57 % | 30/11/2021 |
| Euro / dollar | 1,14 | 30/11/2021 |
| Euro / yen | 128,22 | 30/11/2021 |

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS

Situation mensuelle du budget de l'État
en milliards d'euros

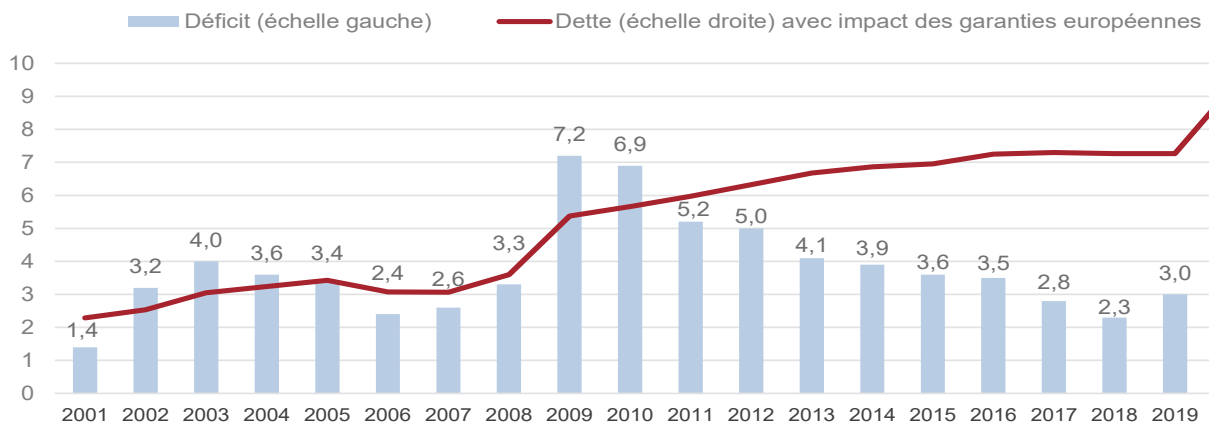
| | 2019 | 2020 | niveau à la fin août | | |
|--------------------------------------|--------|---------|----------------------|---------|---------|
| | | | 2019 | 2020 | 2021 |
| Solde du budget général | -96.91 | -172.68 | -92.29 | -131.25 | -157.20 |
| Recettes | 301.07 | 282.69 | 180.68 | 168.08 | 180.99 |
| Dépenses | 397.98 | 455.37 | 272.97 | 299.32 | 338.19 |
| Solde des comptes spéciaux du Trésor | 4.06 | -5.42 | -30.85 | -34.44 | -20.84 |
| Solde général d'exécution | -92.69 | -178.10 | -123.14 | -165.69 | -178.05 |

source : ministère du Budget, des Comptes publics et des Finances publiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

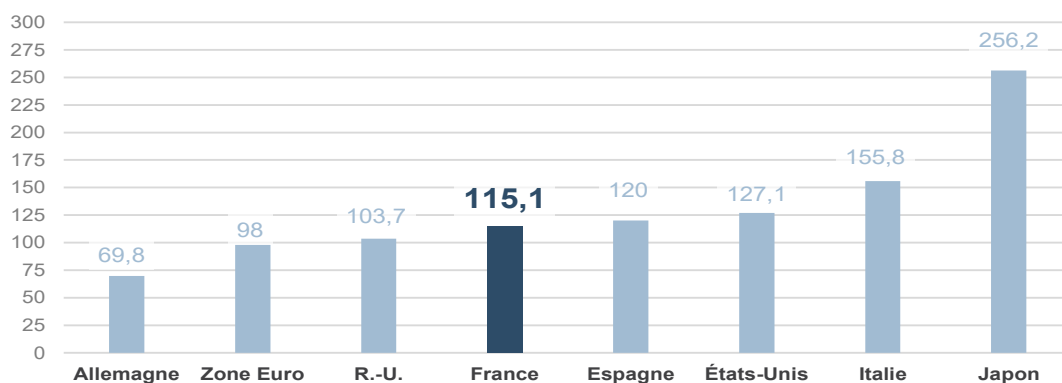
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2020


EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

DÉCEMBRE 2021 

| | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| 3 Indice de la production industrielle en octobre | 7 Balance des paiements en octobre | 7 Commerce extérieur en valeur en octobre | 8 Emploi salarié – T3 2021 | 15 Réserves nettes de change en novembre | 15 Indice des prix à la consommation - résultats définitifs en novembre |
| 16 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en décembre | 17 Inflation (IPCH) : indice de novembre | 17 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – T3 2021 | 22 Indices des prix de production et d'importation de l'industrie en novembre | | |

JANVIER 2022 

| | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| 5 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en décembre | 7 Indice de la production industrielle en novembre | 7 Commerce extérieur en valeur en novembre | 7 Balance des paiements en novembre | 14 Résultats définitifs de l'indice des prix à la consommation en décembre | 14 Réserves nettes de change en décembre |
| 20 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en janvier | 20 Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie en janvier | 20 Inflation (IPCH) : indice de décembre | 26 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en janvier | 28 Comptes nationaux trimestriels, 1ère estimation – T4 2021 | 28 Indices des prix de production et d'importation de l'industrie en décembre |

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in • tw

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».